

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII**-bis N. 7

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 783 (*)

Sullo schieramento di armamenti nello spazio

Annunziata il 19 settembre 2006

L'ASSEMBLÉE,

(i) Constatant qu'en ce qui concerne les opérations militaires menées en temps de paix comme en temps de guerre, les forces armées sont devenues si dépendantes des systèmes spatiaux qu'il n'est pas concevable qu'elles puissent se passer d'eux;

(ii) Rappelant à ce sujet que les satellites sont utilisés essentiellement pour la cartographie et la géodésie, la reconnaissance stratégique, optique et électronique, la transmission des communications, la navigation et l'observation météorologique et que, bien qu'aucun de leurs emplois ne

soit nouveau dans le domaine militaire, ce qui rend les satellites plus importants aujourd'hui qu'autrefois, c'est l'augmentation extraordinaire du nombre des systèmes qui en dépendent en tout ou en partie;

(iii) Considérant que cette dépendance croissante vis-à-vis des satellites pour conduire des opérations militaires a mis en évidence leur extrême vulnérabilité à une attaque;

(iv) Soulignant que l'administration actuelle des Etats-Unis a décidé, dans ce contexte, de faire de la protection des satellites américains un axe essentiel de sa politique de défense;

(*) Adoptée par l'Assemblée le 21 juin 2006, au cours de sa quatrième séance plénière.

(v) Constatant que la question qui se pose aux Etats-Unis, à savoir s'ils doivent ou non franchir le pas et ouvrir la boîte de Pandore en déployant des armes dans l'espace, a stimulé un vaste débat dans les milieux militaires, politiques et académiques américains;

(vi) Rappelant que l'idée de placer des armes en orbite a déjà été envisagée à plusieurs reprises au cours de la guerre froide et que le danger manifeste d'une telle course aux armements dans l'espace a incité les Etats-Unis, comme l'URSS, à s'efforcer sans relâche de réglementer leurs activités spatiales et leurs essais nucléaires en particulier;

(vii) Considérant, néanmoins, que si tous les accords signés à ce sujet constituent un formidable précédent dans le plaidoyer contre l'arsenalisation de l'espace, ils ne l'interdisent pas explicitement et que seul le déploiement d'ADM est interdit en application du Traité sur l'exploration de l'espace;

(viii) Notant qu'en ce qui concerne la nature, le déploiement et l'emploi des armes spatiales actuellement en développement pour l'arsenal américain, on distingue, d'un point de vue technique, les armes à énergie dirigée – dont les dispositifs de brouillage électronique, les lasers basés dans l'espace, les armes à hyperfréquences et à impulsion électromagnétique – et les armes à projection de masse – dont les munitions à énergie cinétique et les munitions conventionnelles tirées en orbite – et que les satellites utilisés de manière agressive peuvent aussi être ajoutés à la liste des armes spatiales potentielles;

(ix) Constatant que les petits satellites sont une source de préoccupation particulière pour les autorités américaines, alarmées par les projets récents de la Chine et de l'Inde dans ce domaine, car elles sont persuadées que le faible coût de ces systèmes les place aussi à la portée des grands réseaux terroristes;

(x) Considérant également que la menace des explosions nucléaires à haute altitude effraie aussi les Etats-Unis car elle s'intensifie rapidement, liée à la prolifération des armes nucléaires et à la technologie des missiles;

(xi) Rappelant à ce sujet le rapport de la Commission Rumsfeld qui affirme dans ses conclusions, entre autres, que le gouvernement n'est pas préparé à faire face à une éventuelle agression à partir de l'espace et que l'extension des conflits à l'espace représente une évolution historique inévitable;

(xii) Soulignant que l'idée d'un contrôle effectif de l'espace n'est pas nouvelle puisque dans toutes les doctrines spatiales américaines adoptées à partir des années 1950, la supériorité spatiale a toujours été considérée comme un enjeu majeur de la sécurité nationale des Etats-Unis; Adoptée par l'Assemblée le 21 juin 2006, au cours de sa quatrième séance plénière.

(xiii) Constatant que la Commission Rumsfeld est allée plus loin en laissant entendre que les Etats-Unis devraient élargir la notion de contrôle de l'espace en y incluant l'exercice de la force, ce qui signifie qu'ils déploieraient dans l'espace des armes conçues pour rechercher et détruire tout dispositif menaçant les satellites américains, à partir de la terre ou de l'espace, avant même qu'il ait la possibilité d'atteindre sa cible;

(xiv) Considérant que cela implique l'utilisation de satellites armés non seulement contre des armes antisatellites entrantes, mais également contre leurs sites de lancement à la surface de la planète et que cela impose donc de recourir à des armes dotées de capacités offensives et de première frappe et que, par voie de conséquence, on passerait de la notion de suprématie spatiale à celle de domination spatiale, créant ainsi un nouvel environnement stratégique;

(xv) Soulignant que la Russie et la Chine semblent déterminées à éviter l'ar-

senalisation de l'espace par des moyens juridiques et politiques et à encourager l'entente multilatérale sur cette question, mais que cette attitude pourrait facilement changer après le déploiement des premières armes américaines;

(xvi) Considérant que l'arsenalisation de l'espace n'engendrera pas de course aux armements en orbite, mais sur terre car les armes antisatellites seront reconnues en tant que moyens de défense légitimes contre des satellites assaillants américains;

(xvii) Notant que la prolifération des armes antisatellites posera un problème international majeur en comparaison de la prolifération nucléaire d'aujourd'hui car certains pays, qui ont actuellement des armes antisatellites rudimentaires, se mettront à en développer de plus sophistiquées, et d'autres, qui n'avaient jamais envisagé d'en acquérir, commenceront à y songer;

(xviii) Considérant que, si des armes sont déployées dans l'espace, les conditions dans l'espace proche deviendront plus hostiles que jamais et que ces armes auront donc produit l'effet inverse de leurs objectifs déclarés;

(xix) Constatant que les satellites deviendront donc plus complexes et plus onéreux en raison de l'incorporation des mesures de protection contre les armes antisatellites et de la montée des coûts des assurances et que, de ce fait, la suspicion entre puissances spatiales atteindra des niveaux sans précédent, au détriment de la coopération internationale sur l'exploration pacifique de l'espace;

(xx) Soulignant que l'industrie spatiale mondiale et, plus particulièrement, européenne subira de plein fouet les conditions désastreuses d'une arsenalisation de l'espace et qu'un recul prévisible de l'investissement privé devant une telle arsenalisation confrontera cette industrie à de graves difficultés financières;

(xxi) Considérant que l'Union européenne a tout intérêt à éviter des conséquences aussi catastrophiques et qu'elle ne peut pas rester indifférente face à de tels risques,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UE ET DE L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

1. A créer un réseau européen de surveillance spatiale capable de fournir des informations constantes, en temps quasi réel, sur la position de tous les satellites, européens ou non. Un tel système, à vocation civile et militaire, devrait, d'une part, suivre les satellites et contribuer à éviter les collisions dans l'espace et, d'autre part, vérifier le bon fonctionnement de nos outils, identifier les satellites hostiles en phase d'approche et surveiller le déploiement des armes dans l'espace. Ce système pourrait aussi, ultérieurement et en dernier recours, fournir les coordonnées pour le guidage vers l'objectif des armes antisatellites basées au sol;

2. A prendre en compte, à ce sujet, que:

(a) la disponibilité d'un système de surveillance de l'espace est la condition indispensable au déploiement de tout engin spatial à des fins de sécurité;

(b) la surveillance de l'espace est aussi importante, pour des raisons de sécurité, que la surveillance effectuée à partir de l'espace;

(c) l'acquisition d'un tel système par l'UE n'aurait absolument pas pour but de rivaliser avec les Etats-Unis dans ce domaine, mais ce système devrait au contraire être considéré comme complémentaire de son homologue américain, de même que la constellation Galileo fonctionnera parallèlement au système GPS;

(d) l'existence d'une source d'information supplémentaire sur l'espace proche devrait aussi encourager la coopération

internationale: la Russie et la Chine pourraient même être invitées à participer d'emblée au programme européen afin d'apaiser leurs craintes que les Etats-Unis profitent de leur position actuelle de monopole pour établir une discrimination à leur encontre concernant la diffusion des informations pertinentes;

(e) un tel système démontrerait la détermination de l'UE à protéger ses moyens spatiaux face à la montée de nouvelles menaces car il est clair qu'il constitue un progrès décisif pour dissuader tout agresseur;

3. A prendre des mesures supplémentaires pour permettre aux engins spatiaux de l'UE de résister aux conséquences d'une attaque, telles que:

- augmenter notre capacité à remplacer rapidement et à bref délai les satellites vitaux pour remédier à leur perte inopinée;

- leur donner une autonomie de fonctionnement sur de courtes périodes pour parer à la destruction possible de leurs systèmes de contrôle;

- leur permettre d'effectuer eux-mêmes des réparations limitées en orbite, en les dotant de pièces de rechange et de mécanismes appropriés;

- renforcer et protéger leurs sous-systèmes vitaux afin qu'ils puissent résister à des niveaux de radiation et des champs électromagnétiques exceptionnellement élevés;

- mieux coder leurs communications et les équiper de systèmes de contre-mesures électroniques qui détecteront et neutraliseront toute tentative de brouillage ou de piratage dont ils feraient l'objet;

- les équiper de capteurs embarqués et de consoles d'autoprotection semblables à ceux utilisés actuellement sur les avions de chasse afin d'identifier les satellites agresseurs et de se défendre contre eux;

- accroître considérablement les caractéristiques de furtivité au niveau de leur conception pour leur permettre d'échapper à la détection et de dissimuler certaines de leurs capacités;

- améliorer les mesures de sécurité concernant les informations sur leur déploiement et leur objectif;

4. A prendre en compte qu'en Europe, il revient au secteur public d'assumer complètement la responsabilité de garantir la survivabilité des satellites à double usage contre les armes antisatellites car, contrairement aux Etats-Unis, l'Europe s'appuiera uniquement sur des systèmes duaux pour satisfaire à ses besoins militaires et de sécurité;

5. A augmenter les budgets consacrés à l'espace aux niveaux national et européen;

6. A accroître la coopération entre les institutions de sécurité de l'UE et l'Agence spatiale européenne.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 783 (*)

Sullo schieramento di armamenti nello spazio

L'ASSEMBLEA,

(i) Constatando che, per quanto riguarda le operazioni militari effettuate sia in tempo di pace sia in tempo di guerra, le forze armate sono divenute così dipendenti da sistemi attivati dallo spazio che non è più concepibile fare a meno di essi;

(ii) Ricordando, a tale proposito, che i satelliti vengono essenzialmente utilizzati per le cartografie e la geodesia, il riconoscimento strategico, ottico ed elettronico, la trasmissione di dati, la navigazione e l'osservazione meteorologica e che, malgrado nessuno dei suoi impieghi sia una novità nel settore militare, ciò che rende i satelliti più importanti oggi che in passato, è lo straordinario aumento di sistemi che da esso dipendono in parte o totalmente;

(iii) Considerando che questa crescente dipendenza nei confronti dei satelliti per condurre operazioni militari ha messo in evidenza la loro estrema vulnerabilità da eventuali attacchi nemici;

(iv) Sottolineando che l'attuale amministrazione degli Stati Uniti ha deciso, in

tale contesto, di rendere la protezione dei satelliti americani un elemento chiave della propria politica di difesa;

(v) Constatando che il quesito sul fatto che gli Stati Uniti debbano o meno compiere il passo di aprire il vaso di Pandora collocando tali armi nello spazio, ha generato un ampio dibattito negli ambienti militari, politici ed accademici americani;

(vi) Ricordando come l'idea di situare delle armi nello spazio sia già stata contemplata, a diverse riprese, durante la guerra fredda e come l'evidente pericolo di una tale corsa agli armamenti nello spazio abbia spinto sia gli Stati Uniti sia l'URSS a regolamentare le loro attività spaziali, ed in particolar modo i test nucleari;

(vii) Considerando, tuttavia, che malgrado tutti gli accordi firmati in materia rappresentino un fortissimo precedente in argomentazioni contrarie all'arsenalizzazione dello spazio, essi non lo vietano esplicitamente e che solo lo spiegamento di ADM viene proibito in applicazione del Trattato sull'esplorazione dello spazio (Outer Space Treaty – OST);

(viii) Notando che, per quanto riguarda la natura, il dispiegamento e l'impiego di armi spaziali attualmente in sviluppo per l'arsenale americano, si distinguono, dal

(*) Adottata dall'Assemblea il 21 giugno 2006, nel corso della 4^a seduta della 1^a parte della Sessione ordinaria 2006.

punto di vista tecnico, le armi ad energia diretta — che includono i dispositivi elettronici di disturbo, i laser basati nello spazio, le armi a microonde e ad impulsi elettromagnetici — e le armi a proiezione di massa — che includono le munizioni ad energia cinetica e le munizioni convenzionali lanciate da un'orbita — e che inoltre, i satelliti utilizzati in modo aggressivo possono anche essere aggiunti alla lista di potenziali armi spaziali;

(ix) Constatando che i piccoli satelliti sono fonte di particolare preoccupazione per le autorità americane, allarmate dai recenti progetti cinesi ed indiani in questo settore, poiché persuasi che il basso costo di tali sistemi li pongano anche alla portata delle grandi reti terroristiche;

(x) Considerando, inoltre, come la minaccia delle esplosioni nucleari ad alta quota preoccupi anche gli Stati Uniti vista la rapida intensificazione di tale minaccia e il suo collegamento alla proliferazione delle armi nucleari e della tecnologia missilistica;

(xi) Ricordando, a tale proposito, il rapporto della Commissione Rumsfeld che conclude, tra le altre cose, che il governo degli Stati Uniti non è pronto a far fronte ad una eventuale aggressione proveniente dallo spazio e che l'estensione dei conflitti nello spazio rappresenta un'evoluzione storica inevitabile;

(xii) Sottolineando che l'idea di un controllo effettivo dello spazio non è una novità visto che in tutte le dottrine sullo spazio (National Space Policy Doctrine) adottate a partire dagli anni 1950, la superiorità spaziale ha sempre rappresentato un interesse fondamentale nella sicurezza nazionale degli Stati Uniti;

(xiii) Notando come la Commissione Rumsfeld abbia compiuto un passo avanti lasciando intendere che gli Stati Uniti dovrebbero ampliare la loro nozione di controllo dello spazio includendovi l'esercizio della forza, il che significherebbe lo

spiegamento, nello spazio, di armi concepite per cercare attivamente e distruggere qualsiasi dispositivo proveniente dalla terra o dallo spazio che minacci i satelliti americani prima ancora che esso abbia la possibilità di raggiungere il suo obiettivo;

(xiv) Considerando che questo implicherebbe l'utilizzo di satelliti armati non solo contro armi antisatellitari provenienti dallo spazio (ASATs), ma anche contro i rispettivi punti di lancio sulla superficie terrestre e che questo implicherebbe, dunque, dover ricorrere ad armi intrinsecamente offensive e con capacità di « first strike » passando dalla nozione di supremazia spaziale a quella di dominio spaziale, e creando, in questo modo, un nuovo contesto strategico;

(xv) Sottolineando che la Russia e la Cina sembrano determinate ad evitare l'arsenalizzazione dello spazio attraverso mezzi giuridici e politici e ad incoraggiare l'intesa multilaterale relativamente a questa questione, ma che tale atteggiamento potrebbe facilmente mutare in seguito al dispiegamento delle prime armi americane;

(xvi) Considerando che l'arsenalizzazione dello spazio non sarà causa di una corsa agli armamenti in orbita, ma sulla terra visto che gli armamenti antisatellitari (ASAT) verranno riconosciuti in quanto mezzi di difesa legittimi contro satelliti offensivi americani;

(xvii) Notando che la proliferazione delle armi antisatellitari (ASAT) diventerà un problema internazionale fondamentale paragonato alla proliferazione nucleare attuale poiché alcuni paesi, che sono attualmente in possesso di armi satellitari rudimentali, si impegneranno a metterne a punto di più sofisticate, ed altri, che non avevano assolutamente previsto di acquisirne, inizieranno invece a pensarvi;

(xviii) Considerando che, se le armi vengono spiegate nello spazio le condi-

zioni, nello spazio vicino, diventeranno più ostili che mai e che conseguentemente tali armi avranno prodotto l'effetto opposto agli obiettivi dichiarati,

(xix) Constatando che i satelliti diventeranno, dunque, più complessi e più onerosi, considerando che dovranno includere misure di protezione contro gli attacchi delle armi antisatellitari (ASAT) e visto l'aumento dei costi di assicurazione ed il fatto che, di conseguenza, i sospetti tra le potenze spaziali raggiungeranno livelli senza precedenti a scapito della cooperazione internazionale sull'esplorazione pacifica dello spazio;

(xx) Sottolineando che l'industria spaziale mondiale, e in modo più specifico quella europea, verrà gravemente colpita dai disastrosi effetti di un arsenale nello spazio e che il conseguente decremento degli investimenti privati porrà l'industria in serie difficoltà finanziarie;

(xxi) Considerando che l'Unione Europea ha interesse ad evitare conseguenze così catastrofiche e che non può rimanere indifferente di fronte a tali rischi,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO IN QUANTO MEMBRI DELL'UE E DELL'AGENZIA SPAZIALE EUROPEA A:

1. Creare una rete europea di sorveglianza spaziale in grado di trasmettere costantemente informazioni, in tempo quasi reale, sulla posizione di tutti i satelliti, europei e non. Un tale sistema per fini sia civili che militari, dovrebbe, da un lato, seguire i satelliti e contribuire ad evitare le collisioni nello spazio e, d'altra parte, verificare il corretto funzionamento delle nostre risorse, individuare i satelliti ostili in fase di avvicinamento e sorvegliare il dispiegamento delle armi nello spazio. In futuro, questo sistema potrebbe, come ultima risorsa, fornire le coordinate per guidare le armi antisatellitari, basate sulla terra, verso il loro obiettivo;

2. Tenere presente, a tale proposito, che:

(a) Un sistema di sorveglianza dello spazio è la condizione indispensabile per il dispiegamento di qualsiasi struttura spaziale per la sicurezza;

(b) La sorveglianza dello spazio è altrettanto importante, per motivi di sicurezza, della sorveglianza di ciò che può provenire dallo spazio;

(c) L'acquisizione di un tale sistema, da parte dell'UE, non avrebbe assolutamente lo scopo di competere con gli Stati Uniti in questo settore, ma al contrario, tale sistema dovrebbe essere considerato come complementare al suo omologo americano, esattamente come nel caso della costellazione Galileo operante parallelamente al sistema GPS;

(d) L'esistenza di una fonte di informazione supplementare sullo spazio vicino dovrebbe, inoltre, incoraggiare la cooperazione internazionale: Russia e Cina potrebbero addirittura essere invitate a partecipare, sin dal suo avviamento, al programma europeo al fine di tranquillizzarli sul fatto che gli Stati Uniti potrebbero approfittare della loro attuale posizione di monopolio per discriminarli riguardo alla diffusione delle informazioni in materia;

(e) Un tale sistema dimostrerebbe la determinazione dell'UE a proteggere i propri mezzi spaziali da queste nuove minacce nascenti, poiché è evidente che esso rappresenterebbe un progresso decisivo nella dissuasione verso qualsivoglia aggressore;

3. Prendere misure supplementari per permettere alle strutture spaziali dell'UE di essere in grado di far fronte alle conseguenze di un eventuale attacco, quali:

— Aumentare la nostra capacità di sostituire rapidamente e con breve preavviso, i satelliti chiave per rimediare ad una loro eventuale perdita inaspettata;

— Fornire loro un'autonomia di funzionamento per brevi periodi per compen-

sare la possibile distruzione dei loro sistemi di controllo;

– Permettere loro di effettuare, loro stessi, riparazioni limitate in orbita, dotandole di pezzi di ricambio e di meccanismi adeguati;

– Rafforzare e proteggere i loro sotto-sistemi vitali per consentir loro di resistere a livelli di radiazioni e campi elettromagnetici particolarmente elevati;

– Migliorare il sistema cripto delle loro comunicazioni ed equipaggiare di sistemi di contro-misure elettroniche che siano in grado di rilevare e neutralizzare qualsiasi tentativo di interferenza o di intrusione di cui possano essere oggetto;

– Equipaggiarle di sensori e di apparati di autoprotezione simili a quelli attualmente utilizzati sui caccia per identificare i satelliti aggressori e difendersi da essi;

– Accrescere considerevolmente le loro caratteristiche di invisibilità attra-

verso un appropriato design, per permettere loro di non essere identificate e dissimulare alcune delle loro capacità;

– Migliorare le misure di sicurezza riguardanti le informazioni sul loro spionaggio ed sul loro obiettivo;

4. Tenere presente che spetta interamente al settore pubblico garantire la sopravvivenza dei satelliti a doppio uso contro le armi antisatellitari poiché, contrariamente agli Stati Uniti, l'Europa si appoggerà unicamente su sistemi a doppio uso per soddisfare le proprie esigenze militari e di sicurezza;

5. Aumentare i bilanci dedicati al settore dello spazio a livello nazionale ed europeo;

6. Accrescere la cooperazione tra le istituzioni per la sicurezza dell'UE e dell'Agenzia Spaziale Europea.